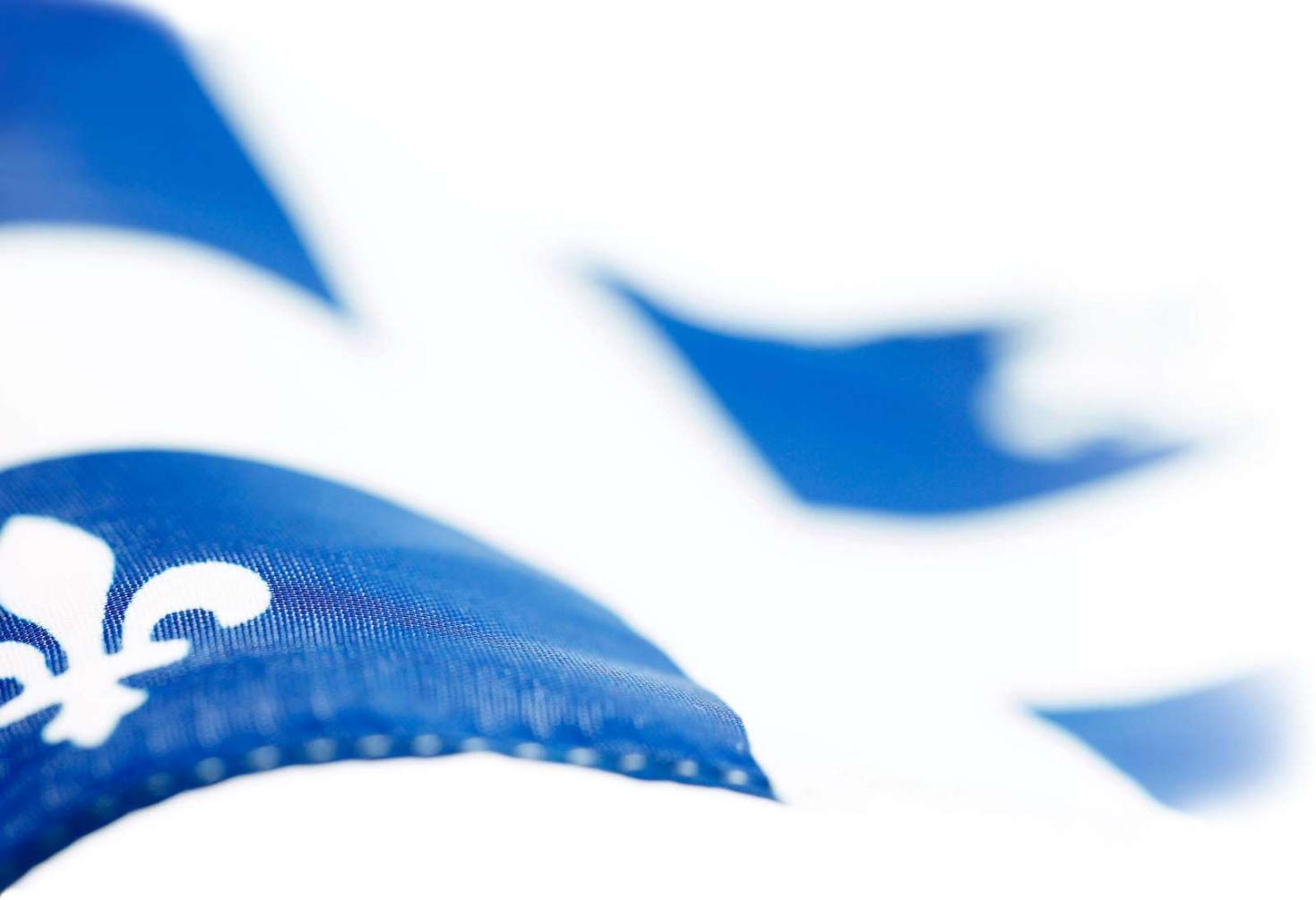


Institut du Québec

Marché du travail au Québec : des signes de résilience et des effets inégaux

Institut du Québec

26 octobre 2020

En bref

Depuis le mois de mai 2020, le nombre de chômeurs est en constante diminution. La reprise de l'emploi, importante dès les premières semaines qui ont suivi la réduction des mesures sanitaires, a depuis ralenti quelque peu. Néanmoins :

- 86,2 % des emplois perdus ont été repris depuis le creux d'avril 2020. Il s'agit du deuxième plus haut taux de reprise à l'échelle canadienne après le Manitoba;
- À 7,4 %, le taux de chômage est en diminution constante. Il est désormais à 6,4 % chez les 25-54 ans (comparativement à 3,8 % avant la pandémie);
- À 83,8 %, le taux d'emploi des 25-54 ans se rapproche de son niveau de février dernier. Le taux d'activité de ce groupe a quant à lui dépassé le niveau d'avant la pandémie;
- De manière générale, la performance québécoise se compare avantageusement à celle du Canada;
- Malgré cette reprise, 234 000 personnes à l'emploi n'ont pas déclaré d'heures travaillées au moment de l'enquête en septembre 2020, comparativement à 140 000 personnes en février 2020;
- Les industries comme les services d'hébergement et de restauration, l'information, la culture et les loisirs ainsi que les autres services demeurent les plus affectées par les mesures sanitaires.

Contexte

Le Québec affronte actuellement la deuxième vague de la pandémie de COVID-19, qui a fait en sorte que le gouvernement du Québec a imposé de nouvelles mesures restrictives limitant l'activité économique. Bien que plus ciblées qu'au printemps, elles auront un impact négatif sur la croissance de l'économie, la récupération des emplois perdus depuis mars 2020 et la création de nouveaux emplois. Ces effets ne sont pas encore mesurés. Pour comprendre la portée du choc que causeront les nouvelles mesures, il faudra attendre les données d'octobre 2020, publiées en novembre.

Entretemps, il est pertinent d'évaluer les fondements sur lesquels le marché de l'emploi au Québec se trouve pour affronter cette nouvelle épreuve économique. Les données de *l'Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada ont permis de prendre le pouls du marché du travail sur une base mensuelle. Nous analysons déjà le marché du travail dans notre *Indice de l'emploi IDQ*, dont l'objectif est de saisir les mouvements annuels de l'emploi au Québec sans être soumis aux variations mensuelles. Or, face aux déviations importantes de court terme par rapport aux moyennes historiques, une analyse basée sur un an n'est pas suffisante pour saisir les tendances en période de crise.

Publié d'avril à septembre dernier, *L'emploi en temps de crise* rassemblait des indicateurs supplémentaires pour mieux comprendre le marché de l'emploi au Québec : situation des chômeurs temporaires, dichotomie entre l'emploi et les heures travaillées, état de l'emploi dans des industries ciblées et la situation des travailleurs vulnérables. La plupart de ces indicateurs sont revenus aux niveaux observés avant la crise. Il demeure tout de même quelques variables plus inquiétantes dans le contexte de nouvelles restrictions depuis début octobre.

Ce document présente un bilan de la récupération de l'emploi après sept mois de crise, cible les industries qui ont toujours moins d'employés qu'en février et souligne que certains groupes sont moins avantagés par la reprise que d'autres.

L'Institut du Québec (IDQ), dans son document *L'emploi et la COVID-19, Analyse et propositions pour relancer le marché du travail* publié au début de septembre 2020, soulignait que sept industries étaient encore loin d'avoir récupéré leur niveau d'avant la crise. Depuis, ce nombre a été réduit à quatre. Si l'on fait abstraction de la catégorie Transport et entreposage qui risque de continuer à récupérer ses emplois, trois industries, en fait, accusent toujours du retard :

Information, culture et loisirs, Hébergement et restauration et Autres services[1]. Celles-ci sont moins bien positionnées pour affronter les nouvelles restrictions annoncées. Or, ce constat est d'autant plus inquiétant que ces mesures touchent directement ces secteurs.

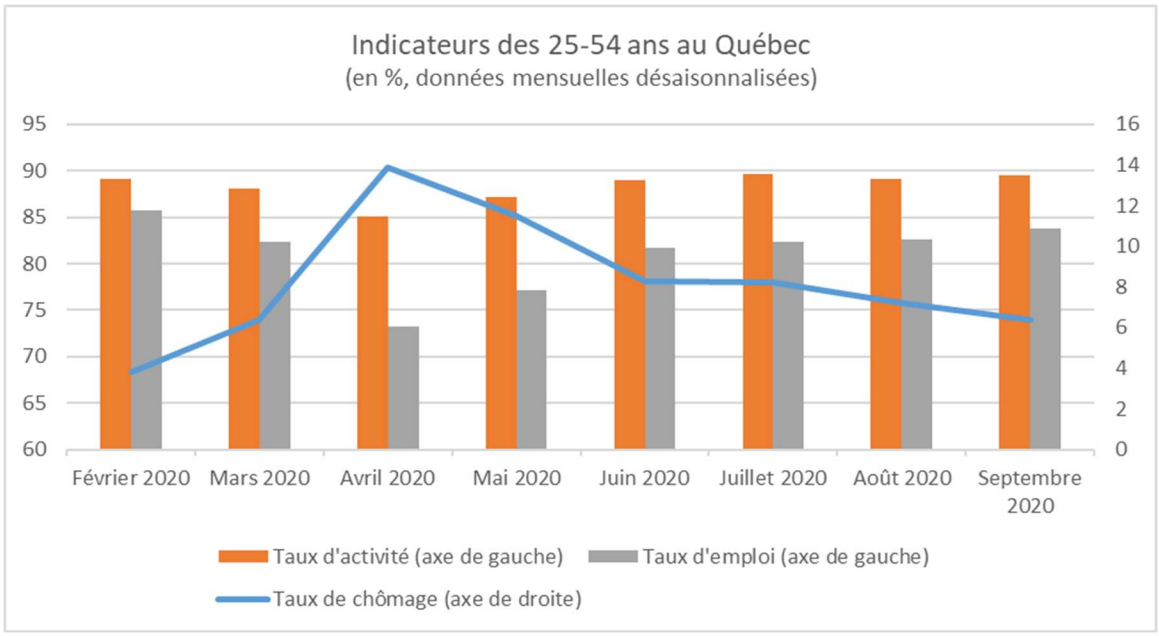
Enfin, l'emploi chez les femmes, les personnes peu scolarisées et les immigrants demeure en dessous de ce qu'il était avant la crise. Ces groupes sont particulièrement sensibles aux conséquences des restrictions sanitaires et des fermetures d'entreprises.

Portrait général

Afin de donner un aperçu général de l'état de santé du marché du travail du Québec, nous avons retenu trois indicateurs[2] : le taux de chômage, le taux d'activité et le taux d'emploi des personnes âgées de 25 à 54 ans. Comme les personnes de ce groupe représentent près des deux tiers des personnes à l'emploi au Québec et composent le principal bassin de main-d'œuvre, nous en avons privilégié l'analyse afin de mieux cerner les tendances en cours.

Il en ressort que **le taux d'activité est revenu à un niveau plus élevé qu'en février 2020 (89,5 %),** après un creux atteint en avril (85,1 %). Cette hausse du taux d'activité montre que les travailleurs ont réintégré massivement le marché du travail, et ce, malgré des aides gouvernementales toujours en vigueur qui auraient pu en inciter davantage à demeurer inactifs.

Graphique 1 : Les travailleurs de 25 à 54 ans sont plus actifs sur le marché du travail qu'avant la pandémie

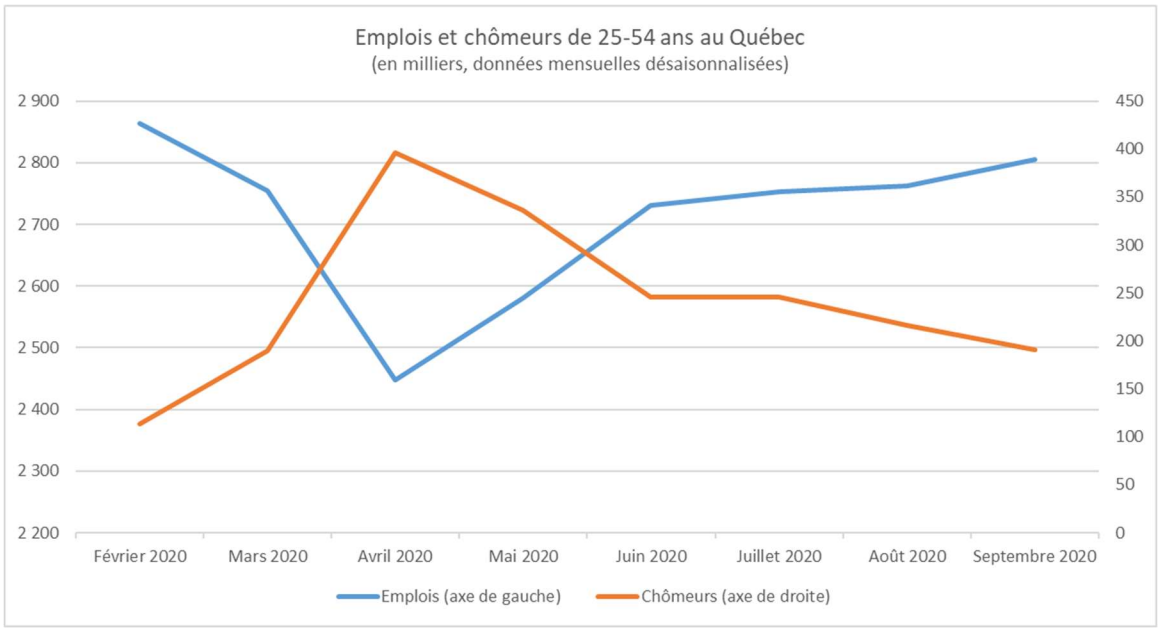


Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

Toutefois, le taux de chômage des personnes de 25 à 54 ans (6,4 % en septembre) demeure substantiellement plus élevé qu'en février dernier (3,8 %). Il en va de même pour le taux d'emploi, qui n'a pas rejoint son niveau d'avant la pandémie.

[1] La catégorie Autres services comprend les ménages privés et les établissements qui ne figurent dans aucun autre secteur d'activité (réparation et entretien; services personnels et services de blanchissage; organismes religieux, fondations, groupes de citoyens et organisations professionnelles) sauf les administrations publiques.
[2] Pour un portrait plus complet du marché du travail, référez-vous à notre publication mensuelle *Indice de l'emploi IDQ*.

Graphique 2 : Il reste toutefois près de 78 000 chômeurs de plus qu'en février chez les personnes de 25 à 54 ans



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

La comparaison avec le reste du Canada renforce le fait que le marché du travail s'est considérablement redressé au Québec (voir le tableau 1). D'une part, c'est au Québec que les pertes d'emplois ont été les plus élevées, toutes proportions gardées. Cela est notamment attribuable aux fermetures et restrictions sanitaires plus imposantes dans le secteur de la production de biens[3] (-25,7 % d'emplois au Québec de mars à avril) que dans le reste du Canada (-12,0 % d'emplois de mars à avril).

Toutefois, le Québec a également rouvert les secteurs économiques de manière importante. À ce jour, l'économie québécoise a repris 86,2 % des 820 500 emplois perdus au printemps (en date d'avril). Ce pourcentage de récupération des emplois est le deuxième plus important au Canada, derrière le Manitoba. À titre comparatif, l'Ontario n'a repris que 72,5 % des emplois perdus, malgré le fait qu'elle ait perdu proportionnellement moins d'emplois[4].

[3] Le gouvernement du Québec a décrété la fermeture des entreprises non essentielles du secteur manufacturier ainsi que de l'industrie de la construction pendant quelques semaines. Ce ne fut pas nécessairement le cas dans le reste du Canada.
[4] Les pertes d'emplois se sont poursuivies jusqu'en mai en Ontario en raison des restrictions sanitaires qui ont duré plus longtemps qu'au Québec.

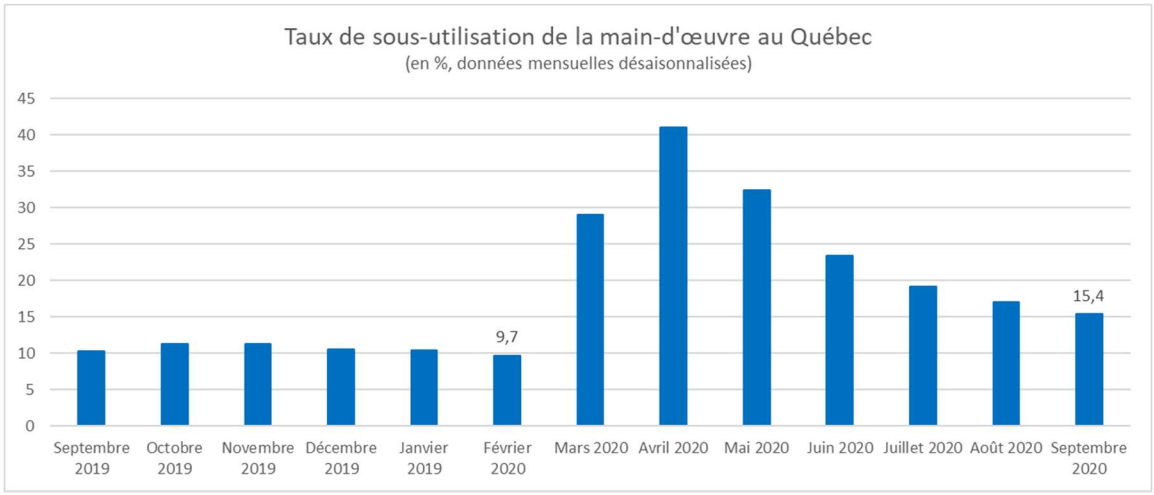
Tableau 1 : Le Québec et le Manitoba champions canadiens de la récupération des emplois

Récupération des emplois depuis le creux du printemps (en milliers et %, données mensuelles désaisonnalisées)	Emplois, février 2020	Creux (avril, mai pour l'Ontario)	Emplois perdus	% d'emplois perdus	Emplois, septembre 2020	Nombre d'emplois récupérés	% d'emplois récupérés	% d'emplois totaux par rapport à février
Terre-Neuve-et-Labrador	223,2	188,2	35,0	15,7%	216,2	28,0	80,0%	96,9%
Île-du-Prince-Édouard	80,6	69,3	11,3	14,0%	75,5	6,2	54,9%	93,7%
Nouvelle-Écosse	471,0	395,6	75,4	16,0%	455,7	60,1	79,7%	96,8%
Nouveau-Brunswick	361,0	311,4	49,6	13,7%	350,1	38,7	78,0%	97,0%
Québec	4 384,5	3 564,0	820,5	18,7%	4 270,9	706,9	86,2%	97,4%
Ontario	7 555,1	6 398,6	1 156,5	15,3%	7 236,6	838,0	72,5%	95,8%
Manitoba	664,2	574,7	89,5	13,5%	652,3	77,6	86,7%	98,2%
Saskatchewan	580,7	506,9	73,8	12,7%	564,5	57,6	78,0%	97,2%
Alberta	2 329,9	1 969,0	360,9	15,5%	2 204,0	235,0	65,1%	94,6%
Colombie-Britannique	2 539,1	2 142,6	396,5	15,6%	2 444,3	301,7	76,1%	96,3%
Moyenne canadienne	19 189,4	16 184,9	3 004,5	15,7%	18 469,9	2 285,0	76,1%	96,3%

Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

Un autre indicateur permet de mesurer l'écart entre la réalité actuelle et celle qui prévalait avant la pandémie : il s'agit du taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre, issu de la même enquête statistique. Cet indicateur mesure le nombre de chômeurs, de personnes en dehors du marché du travail qui souhaitent travailler, mais qui n'ont pas cherché d'emploi, et le nombre de personnes qui sont demeurées en emploi tout en ayant perdu la majorité ou la totalité de leurs heures travaillées (probablement en raison de la COVID-19) par rapport à la population active potentielle. Cette définition de population active comprend, en plus des employés et des chômeurs, les personnes inactives qui voulaient travailler, mais qui n'ont pas cherché d'emploi, car elles attendaient d'être rappelées à leur ancien emploi ou que des employeurs leur répondent, elles croyaient qu'il n'y avait pas de travail disponible, elles avaient un emploi à long terme qui devait commencer à une date ultérieure, ou autre.

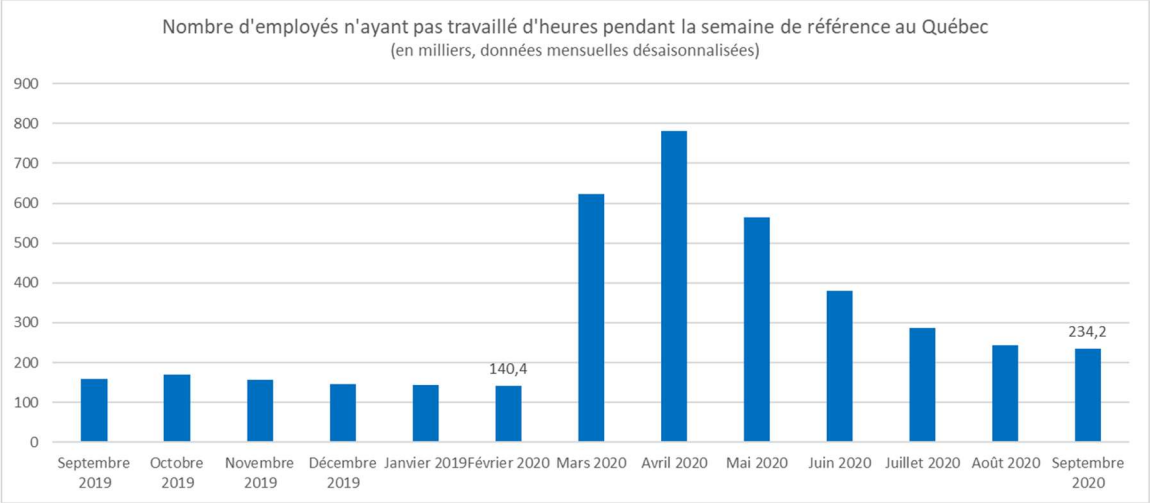
Graphique 3 : Une partie de la main-d'œuvre potentielle demeure sous-utilisée



Source : Statistique Canada, indicateurs supplémentaires de l'Enquête sur la population active.

Cette persistance du taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre découle de plusieurs facteurs. D'abord, le chômage « classique » n'est pas revenu au niveau qui prévalait avant la pandémie, puisque des secteurs d'activité sont toujours à l'arrêt ou ne fonctionnent pas à leur pleine capacité. De plus, un nombre plus élevé d'employés travaille moins d'heures qu'auparavant, pour les mêmes raisons. Des entreprises ont préféré garder leur lien d'emploi avec les membres de leur personnel sans pour autant les faire travailler. Par rapport au niveau de février, ce sont près de 100 000 travailleurs supplémentaires qui se retrouvent dans cette situation. Dans le graphique 4, on peut ainsi constater que 234 000 travailleurs avaient un lien d'emploi pendant la semaine de l'enquête de l'EPA sans avoir déclaré d'heures travaillées. En février, ce nombre se situait à 140 000 travailleurs.

Graphique 4 : Près de 100 000 travailleurs de plus qu'en février n'ont pas déclaré d'heures travaillées



Source : Statistique Canada, indicateurs supplémentaires de l'Enquête sur la population active.

Industries

Certaines industries ont subi plus fortement les contrecoups de la crise de la COVID-19. Au début de septembre, l'IDQ estimait que sept industries étaient encore en retard sur les autres au chapitre de la récupération du nombre d'emplois.

Le tableau suivant illustre la part des emplois retrouvés en septembre 2020 par rapport à ceux qui prévalaient avant la pandémie, soit en comparaison des emplois de février, dans chaque industrie : le rouge indique une reprise en retard (90,4 % et moins des emplois récupérés), le jaune souligne une reprise bien amorcée (entre 90,5 % et 100 % des emplois récupérés) et le vert illustre une reprise terminée (100 % et plus des emplois récupérés).

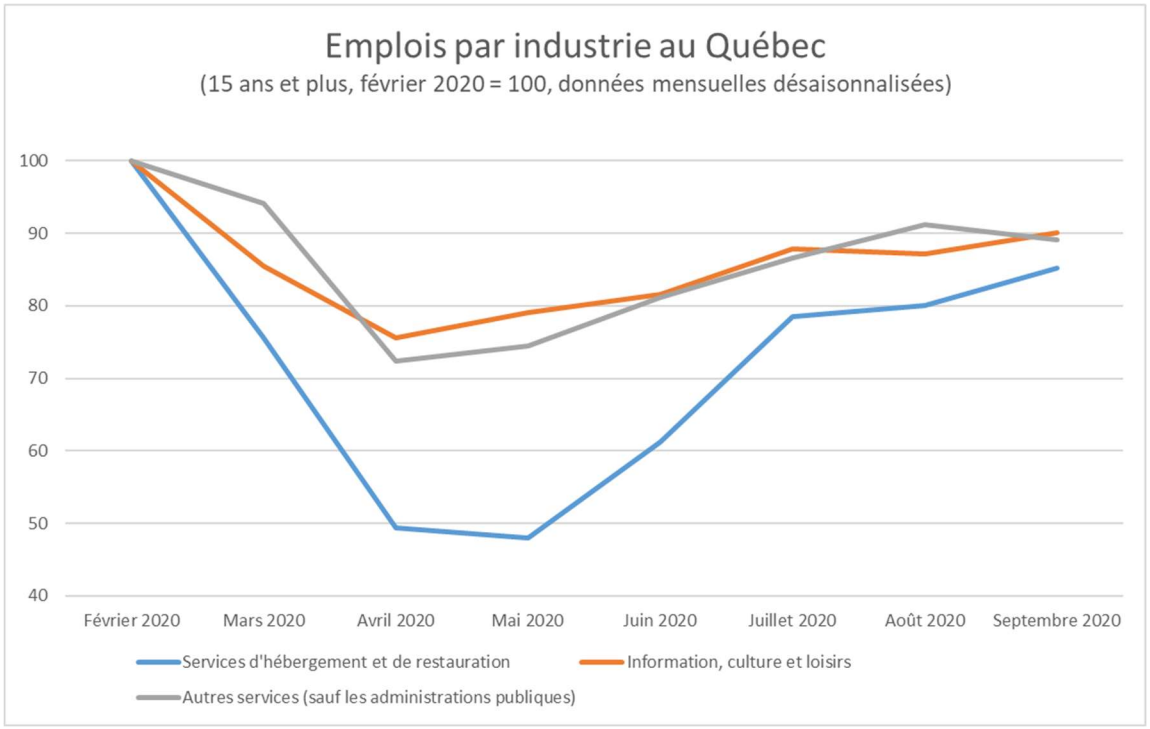
Tableau 2 : Une reprise très inégale selon les secteurs

Emploi total, toutes les industries	97,4 %
Services d'hébergement et de restauration	85,2 %
Autres services (sauf les administrations publiques)	89,1 %
Information, culture et loisirs	90,1 %
Transport et entreposage	92,5 %
Foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	93,2 %
Agriculture	95,1 %
Construction	95,8 %
Administrations publiques	95,9 %
Fabrication	96,9 %
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	97,1 %
Finance, assurances, services immobiliers et de location	97,3 %
Services publics	98,8 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	100,0 %
Soins de santé et assistance sociale	100,5 %
Commerce de gros et de détail	101,4 %
Services d'enseignement	107,3 %

Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0355-01.

Le graphique suivant illustre cette reprise sur une base mensuelle, selon le point d'origine de février dernier, pour les industries dont la récupération des emplois est la plus lente en raison des contraintes imposées.

Graphique 5 : Secteurs dont la reprise est en retard au Québec



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0355-01

L'un des éléments qui pourraient susciter une inquiétude réside dans le fait que les industries les plus touchées par les mesures sanitaires actuelles sont celles qui ont le moins récupéré d'emplois perdus lors la reprise observée cet été (hébergement et restauration, information, culture et loisirs). La capacité de ces industries est restée contrainte par les mesures sanitaires toujours en vigueur pendant cette période (limite du nombre de clients dans les restaurants, restrictions aux voyages internationaux, capacité maximale dans les salles de spectacle). Si ces contraintes perdurent et que les fermetures décrétées se multiplient, les chiffres des prochains mois risquent d'illustrer une crise profonde de l'emploi dans ces secteurs d'activité.

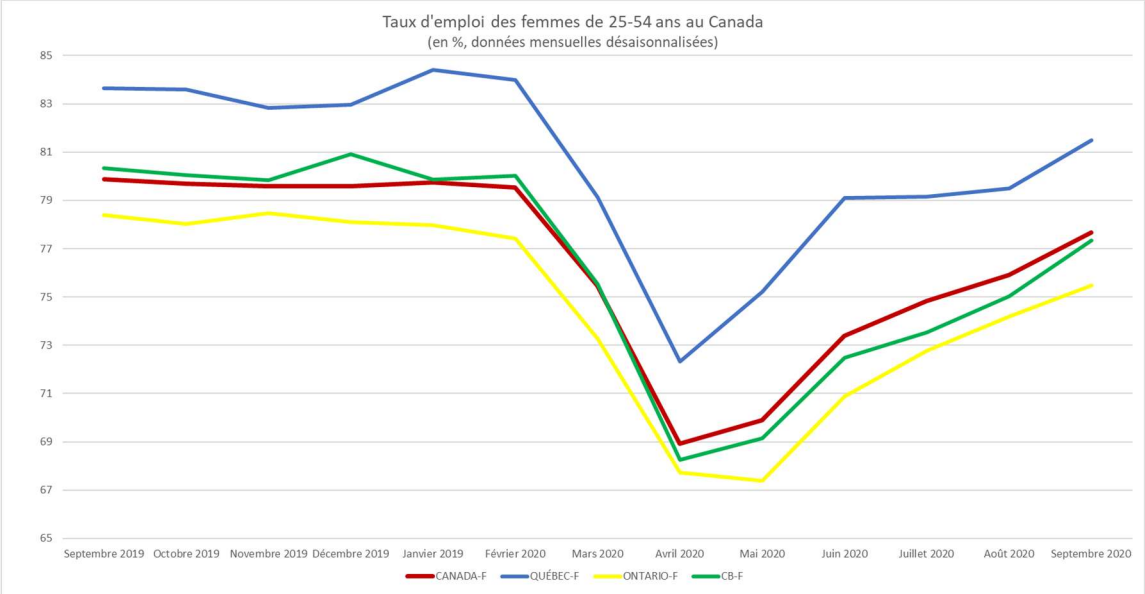
Les groupes touchés

Divers groupes de la société sont plus susceptibles de subir les conséquences d'une crise économique. Ce n'est pas différent dans le cadre de la crise actuelle. En septembre 2020, nous avions souligné que les femmes, les immigrants reçus et les personnes sous scolarisées n'avaient pas encore retrouvé les niveaux d'emplois qui prévalaient avant la crise. Le constat actuel, en période de deuxième vague, demeure le même. Dans le cadre de cette analyse, nous allons nous concentrer sur le groupe d'âge des 25 à 54 ans, car dans un cycle de vie normal, c'est celui qui est le plus susceptible d'être au travail.

Les femmes

Avant la crise, les femmes québécoises étaient plus présentes sur le marché du travail que leurs consœurs des autres grandes provinces et l'ensemble du Canada (voir graphique 6). Or, en septembre 2020, bien que le taux d'emploi des femmes québécoises de 25 à 54 ans (81,5%) n'ait pas retrouvé son niveau de l'an dernier (83,7 %), il démontrait une certaine vigueur dans la reprise des derniers mois par rapport à l'Ontario et la Colombie-Britannique.

Graphique 6 : Les femmes québécoises continuent de se démarquer



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

Néanmoins, la différence entre le taux d'emploi des femmes de 25 à 54 ans et celui des hommes du même groupe d'âge demeure plus élevée au Québec (4,6 points de pourcentage comparativement à 3,8 points de pourcentage en septembre 2019). Cette réalité est également observable au chapitre de la récupération des emplois : si l'emploi des hommes de 25 à 54 ans représente 98,9 % de ce qu'il était tout juste avant le début de la crise, celui des femmes du même âge atteint 97,6 %.

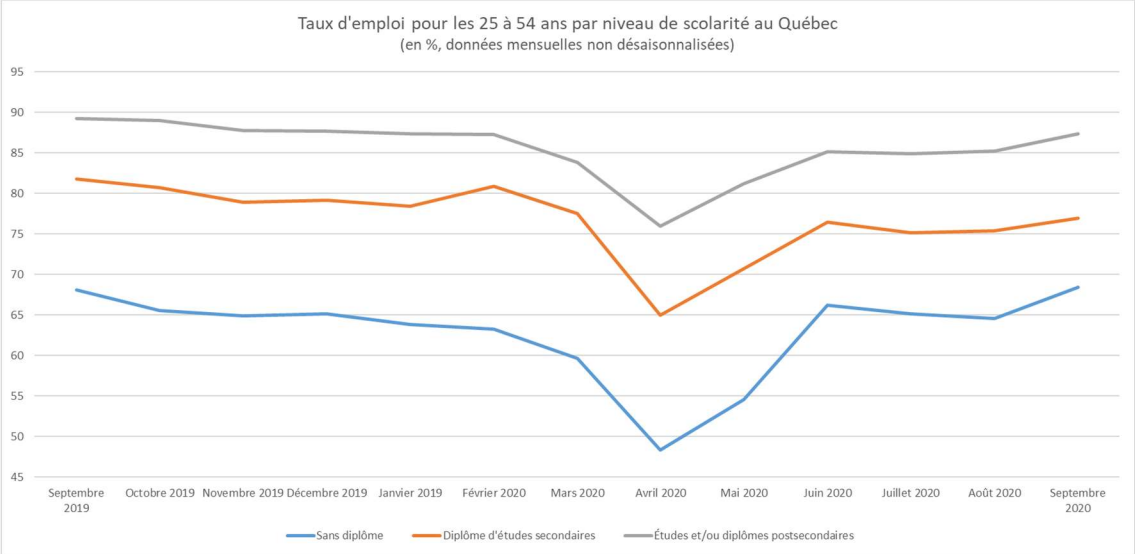
Par niveau de scolarité

En général, les personnes moins scolarisées ont plus de difficulté à récupérer leur emploi après une crise. Après une baisse importante du taux d'emploi des personnes sans diplôme de 25 à 54 ans en mars et en avril (qui s'est retrouvé sous la barre de 50 %), celui-ci est maintenant revenu à un niveau semblable à celui de septembre 2019 (à 68,5 %). **Cette baisse vigoureuse du taux d'emploi, qui a été suivie d'une forte reprise, laisse supposer une grande volatilité[5]. Ce faisant, ces personnes pourraient être parmi les premières touchées et perdre de nouveau leur emploi en cas de nouvelles restrictions.**

Le taux d'emploi des personnes de 25 à 54 ans détenant un diplôme universitaire ou des études postsecondaires est presque revenu au niveau de septembre 2019 (1,9 point de pourcentage de différence).

Les personnes de 25 à 54 ans détenant seulement un diplôme d'études secondaires accusent un retard sur les autres groupes, si bien que leur taux d'emploi se situe à 76,9 %, soit presque 5 points de pourcentage plus bas qu'à pareille date l'an dernier. La situation de ce groupe s'avère donc précaire dans un contexte de deuxième vague.

Graphique 7 : La situation des détenteurs d'un diplôme d'études secondaires demeure fragile



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0019-01.

Immigrants

En temps normal, le taux de chômage des immigrants est plus élevé que celui des personnes nées au Canada. Au cours des dernières années au Québec, cette différence était toutefois plus faible, entre autres en raison de la rareté de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs.

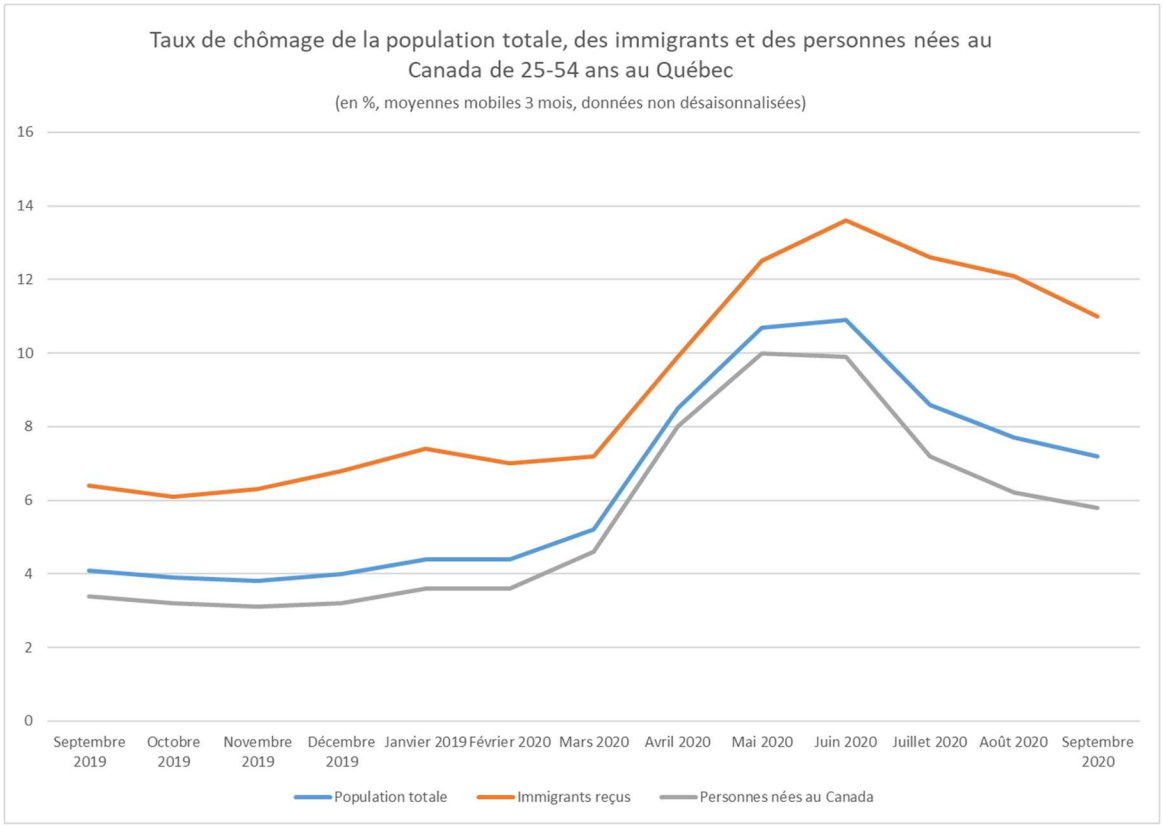
En septembre 2019, la différence entre le taux de chômage des 25-54 ans nés au Canada et celui des immigrants de ce même groupe d'âge se situait à 3 points de pourcentage. Il s'élève aujourd'hui à 5,2 points de pourcentage.

Un des éléments qui pourraient sembler inquiétants réside dans le taux de chômage des immigrants de 25 à 54 ans, qui se résorbe beaucoup plus lentement. En effet, il n'a perdu que 2,6 points de pourcentage depuis son sommet de juin 2020, alors qu'au cours de la même période, la réduction a atteint 4,1 points pour les personnes de 25-54 ans nées au Canada. Toutefois, la

[5] Il importe de mentionner que ces données sont non désaisonnalisées.

prudence s'impose dans l'interprétation de ces données, considérant qu'elles ne sont pas corrigées pour la saisonnalité. De plus, le fait qu'il s'agit de moyennes mobiles de trois mois pourrait traduire un certain retard dans la baisse du taux de chômage, qui affichera davantage la situation réelle dans les mois à venir.

Graphique 8 : Le chômage est beaucoup plus persistant pour les immigrants que chez les personnes nées au Canada



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0082-01.